

Sociétés en danger. Menaces, peurs, perceptions, savoirs, réactions, résiliences.

Risques écologique, économique, politique et géopolitique : nos sociétés n'ont jamais été aussi convaincues de s'acheminer vers une série de catastrophes quasiment inévitables. Une discipline en plein essor, la collapsologie, étudie la perspective d'effondrement des sociétés. Le survivalisme renaît de ses cendres, comme en témoigne le salon qui lui était consacré, les 22-24 mars derniers à la Villette.

Risques

Le fait est que des risques multiples menacent les aspects fondamentaux sur lesquels repose l'équilibre des sociétés modernes. Ces risques sont-ils exagérés par certains ou au contraire sous-estimés par le plus grand nombre ? Certains diront que le risque zéro n'existe pas et que l'avenir est incertain par définition. Pourtant certaines évolutions donnent aujourd'hui à cette notion un relief particulier.

- Planète. Le changement climatique met à risque l'écosystème de la planète. La pollution de l'environnement perturbe l'équilibre écologique, menace la santé humaine et la diversité des espèces. Le réchauffement climatique provoque des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et la montée des eaux devrait déplacer des populations déstabilisant les frontières géopolitiques.
- Croissance. L'épuisement prévisible des ressources naturelles non renouvelables condamne notre système économique, notamment notre mode de croissance. Or, sans croissance, comment garantir la paix sociale dans des sociétés minées par les inégalités et les comparaisons ?

APPEL A CONTRIBUTIONS
POUR LA JOURNEE DES SCIENCES SOCIALES 2020

- Travail. La révolution technologique du numérique et de l'intelligence artificielle transforme l'activité économique et le travail, et menace l'emploi comme vecteur d'intégration sociale.
- Equilibre international. L'émergence d'un acteur de taille continentale comme la Chine altère radicalement les conséquences du libre-échange et suscite des poussées protectionnistes qui remettent en cause le multilatéralisme - facteur de paix sur lequel avait été construit l'ordre mondial de l'après seconde guerre mondiale.
- Inégalités. La concentration mondiale de la richesse et le mal-être des classes moyennes occidentales mettent à mal le contrat social et le sentiment même de « faire société ».
- Démographie. Le vieillissement de la population dans les pays développés fragilise les deux piliers majeurs de leur modèle social : les systèmes de retraite et de santé
- Démocratie. Les sociétés occidentales désorientées ne font plus confiance aux élites, à leurs élus, ni à l'Etat pour les protéger des risques qui les menacent. Leur modèle social-libéral est menacé.
- Capitalisme. La prochaine crise financière promet d'être pire que la précédente. Le capitalisme résistera-t-il à un choc majeur sur la richesse ?

Peurs

Même les actes les plus élémentaires, tels que se nourrir, sont maintenant entachés de la notion de risque, du fait des pesticides, insecticides, pollution des eaux et perturbateurs endocriniens. En retour, la peur et le sentiment de la menace conduisent à des comportements irrationnels ou violents.

- Rationalité. La défiance des populations envers les élites politiques, d'affaires et scientifiques se répand. Le savoir, la science, la notion de preuve perdent de leur autorité. La vérité scientifique n'a pas plus d'ascendant que la fréquence d'une idée

APPEL A CONTRIBUTIONS
POUR LA JOURNEE DES SCIENCES SOCIALES 2020

sur les réseaux sociaux. La disqualification du discours rationnel et scientifique signe la fin de la société fondée sur les valeurs héritées des Lumières.

- Exemple symptomatique, le refus des vaccins procède d'une inversion de l'ordre des importances des risques : risque minime d'effet secondaire contre risque majeur d'épidémie.
- La peur des flux migratoires et des réfugiés contribue à une exacerbation du repli identitaire. La peur du déclin avive le nationalisme et la haine de l'autre. La peur suscitée par les dangers qui menacent nos sociétés est-elle manipulée par certains pour provoquer une accélération de certaines évolutions politiques ? Est-elle au contraire une réaction salutaire nécessaire à la mobilisation collective ?

Réactions

Devant ces dangers, pourquoi cette difficulté à se mobiliser, à tous les niveaux de la société - Etats, villes, entreprises et individus ? N'est-ce pas le plus grand des paradoxes que le risque majeur, celui qui pèse sur l'écosystème terrestre soit le fruit de l'action humaine elle-même (d'où la notion d'anthropocène) ?

Quelle paralysie empêche l'humanité de faire face aux risques ? S'agit-il de l'égoïsme des générations aux affaires ? D'un biais psychologique qui attache chaque individu exclusivement au court terme ? D'une tendance irrésistible à la procrastination qui empêche de se mobiliser pour l'avenir ? Ces risques sont-ils incalculables, et est-ce par incapacité de traiter des informations ambiguës que les individus sont incapables de les affronter ?

Ou bien la majorité des citoyens des pays de vieille tradition démocratique est-elle emportée par le scepticisme vis-à-vis de la connaissance scientifique qui démontre pourtant les évolutions néfastes déjà en cours ? Est-ce par aveuglement volontaire ? Par excès d'optimisme ? Par dénégation généralisée ?

APPEL A CONTRIBUTIONS
POUR LA JOURNEE DES SCIENCES SOCIALES 2020

Affronter les risques

A contrario, si toutes les populations concernées étaient capables de se mobiliser contre les dangers qui les menacent, cela pourrait-il contribuer à recréer ce lien social qui fait semble-t-il défaut dans certains cas ? Peut-on espérer qu'affronter les crises suscite l'entraide et de la coopération des citoyens et des populations, et à quelle échelle ? Le stress et la mobilisation contre une menace commune (écologique, politique, économique) sauvera-t-il les sociétés du délitement ? Faut-il que le danger se rapproche encore davantage pour susciter une réaction salutaire ?

Cet appel à contributions scientifiques s'adresse aux chercheurs de toutes les disciplines des sciences sociales. Le sujet présente plusieurs facettes : le rapport au risque, l'instrumentalisation de la notion de menace à diverses fins, la tendance à surestimer le risque, ou au contraire à le minorer par aveuglement ou ignorance, le potentiel de solidarité face au danger, ou au contraire l'incapacité de préparer l'avenir et de prendre en compte les conséquences futures de nos actes. Il se prête à diverses approches et présente des enjeux pour la sociologie, l'histoire et anthropologie, l'économie, les sciences cognitives et la psychologie, et le droit. Toutes ces disciplines sont invitées à éclairer ce thème selon leurs propres méthodes et leurs problématiques spécifiques.